

CGT – CFDT – FO – SUD – UNSA

services techniques et sécurité

Une réorganisation de service : Ça se discute avec les agents concernés.

Les services techniques ont subi, il y a à peine quatre ans une restructuration à la suite d'un audit. La principale innovation étant de substituer une organisation par missions (surveillance des réseaux, maintenance, dépannage, chantiers) à une organisation par métiers (électricité, plomberie, peinture...). Depuis, la direction a volontairement laissé se dégrader la situation en ne remplaçant pas systématiquement les départs en retraite. Provoquant la désorganisation d'une partie du secteur thermique : les plombiers de poste, prétexte à la nouvelle organisation.

Ces agents ont en charge : la surveillance des réseaux d'eau, chauffage, le conditionnement air, fluides médicaux, toute l'année, 24h/24. Ils ont accumulé des connaissances sur des installations complexes qui n'ont cessé d'évoluer depuis l'ouverture du CHU. L'affectation sur ces postes demande plusieurs mois de formation, ne serait ce que pour s'orienter dans le CHU, repérer les locaux, les circuits et les installations.

Ils travaillent en équipes postées avec un électricien. L'équipe électrique qui n'avait pas encore été touchée par les départs vient de voir partir en retraite le premier d'entre eux, plusieurs autres ne tarderont pas à la suivre.

Cette réorganisation touche tous les secteurs : réseaux, dépannage, bâtiment et sécurité

Même si les moyens techniques de surveillance et les automatismes ont évolué d'une manière importante ces dernières années, la présence effective sur place d'agents formés, motivés et expérimentés est incontournable. Les pannes générales dues à des perturbations de l'alimentation EDF qui ont eu lieu dimanche et lundi dernier ont confirmé si besoin était que leur présence est indispensable pour faire face à des perturbations imprévues dont les conséquences pourraient être dramatiques.

La prise en compte des départs prévus de longue date aurait permis d'éviter la situation de crise que nous connaissons, mais :

- Les départs en retraite n'ont pas été remplacés, alors que des agents d'autres ateliers étaient volontaires pour faire ce travail.
- Les agents en place ont eu à faire face à une campagne de dénigrement de leur travail par le nouveau responsable du secteur (électricien) qui a abouti à la démission de l'un d'entre eux, et mis la pression sur les autres.
- Ensuite, la direction du service a prétendu qu'elle ne trouvait pas de candidats à l'extérieur (aucune annonce n'était faite en interne, alors que notamment des brancardiers ayant des formations dans ces spécialités auraient été candidats, s'ils l'avaient su)

La direction avance maintenant qu'il n'est plus possible de fonctionner dans ces conditions (ce qui est vrai). Seulement ce qui est appliqué, c'est la fuite en avant : continuer avec moins de personnel en imposant une polyvalence accrue, en redistribuant les tâches, modifiant les horaires, les roulements, et en cédant des activités au privé.

Sécurité incendie et surveillance aussi concernés

La direction a aussi fait le choix sans le motiver, de passer la sécurité incendie sous tutelle de direction du patrimoine et des infrastructures. En contradiction totale avec le précédent audit «sécurité incendie» qui avait abouti à l'organisation actuelle du service. Cet audit préconisait au contraire une autonomie et des chaînes de commandement le plus simple et le plus direct possible.

Cette réorganisation du technique a des répercussions sur la sécurité incendie et la surveillance. Les équipes techniques sont étroitement associées aux équipes sécurité incendie dans une structure classée Immeuble de Grande Hauteur. La législation compte tenu de cette spécificité est particulièrement stricte sur l'organisation de la sécurité incendie.

Le service sécurité surveillance est de plus en plus sollicité compte tenu notamment de la dégradation des conditions d'accueil des malades et de leurs familles (chantiers, parkings, attente aux urgences...). Mais pour supprimer le poste de plombier à Clémenceau la direction veut imposer la polyvalence (incendie et surveillance) aux agents du poste de garde, tout en refusant de prendre en compte cette polyvalence au niveau des qualifications. Et les agents de surveillance sont fortement incités à accepter le passage en horaires alternant jour et nuit de 12 heures. Sinon, il est leur proposé d'aller voir ailleurs. Depuis octobre, des postes sont occupés par des agents du privé, alors que les instances n'ont pas encore été consultées.

Pas question d'accepter n'importe quoi

Ce qui n'est pas acceptable, c'est la conception d'un projet fait en catimini, sans aucune concertation. Suite à la réaction des agents, la direction du service organise des pseudos concertations qui ne changeront rien au projet. Pendant que dans le même temps, un semblant de dossier mal ficelé est transmis pour avis au Comité Technique d'Etablissement pour la forme, sachant que de toutes façons, rien n'impose à la direction de suivre son avis.

Refuser la dégradation de ses conditions de travail, ce n'est pas être attardé. Depuis des années, les techniques ne cessent d'évoluer, et le personnel évolue aussi en s'adaptant avec les moyens qui lui sont donnés. Les équipements augmentent sans cesse, pendant que les effectifs de l'entretien et du dépannage diminuent. Et au passage, on supprime les ateliers de plomberie et d'électricité du secteur bâtiment du CHU.

Et il y aurait encore beaucoup à dire sur les ateliers, les équipements, l'amiante...

On ne nous fera pas avaler que ces « modernisations » sont des progrès qualitatifs. Nous serons toujours prêts à travailler dans le sens de l'amélioration de la qualité de nos services, mais pas à n'importe quelles conditions.

Nous appelons le personnel des services techniques et de sécurité à protester et à appuyer le vote des délégués contre les projets en cours.

**MARDI 11 DECEMBRE
DEBRAYAGE de 9H 30 A 10H 30
HALL DU NIVEAU 22**